

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 12/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEE Parc éolien Tremorel

Parc Atlantis bâtiment D
2 rue Vasco de Gama
44800 Saint-Herblain

Références : 2024.173
Code AIOT : 0005521816

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement SEE Parc éolien Tremorel implanté Lieu Dit Le Lancras 22230 Trémorel. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée lors d'une pause du chantier entre le 1er mars et le 31 juillet. Les chemins d'accès et les fondations des éoliennes étaient présents. Le parc doit entrer en service en fin d'année 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEE Parc éolien Tremorel
- Lieu Dit Le Lancras 22230 Trémorel
- Code AIOT : 0005521816
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien a été autorisé le 22 décembre 2020. Il est constitué de quatre aérogénérateurs de 180 mètres de hauteur maximale, d'une garde au sol minimale de 41 mètres, d'une puissance unitaire maximale de 3 MW, soit une puissance totale maximale de 12 MW.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion de l'eau	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Information des riverains	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-4	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-4	Sans objet
4	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-4	Sans objet
5	Raccordement	Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation, le chantier était à l'arrêt à la période prévue.

Aucune non conformité n'a été constatée sur les points contrôlés par sondage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-4
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance
Prescription contrôlée :

<p>Durant la phase de chantier, l'exploitant doit mettre en place les engagements pris dans son dossier et les dispositions suivantes:</p> <p>Avant le démarrage des travaux, un géomètre matérialisera l'emplacement exact des éoliennes et du poste de livraison, conformément aux coordonnées indiquées à l'article I-3 afin de respecter la distance des 500 m réglementaires et les distances minimales par rapport aux structures boisées et plan d'eau à proximité.</p> <p>Suivi de chantier: la phase chantier sera suivie par un écologue.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les plans des chemins d'accès, des plateformes et du poste de livraison ont été réalisés par un géomètre et ont été transmis à l'inspection en amont. - Le chantier a été suivi par un écologue. L'exploitant a fourni cinq rapports de suivi ainsi qu'un Plan Général de Coordination Environnementale.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Gestion de l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sols, sous-sols, eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sols, sous-sols, eaux:</p> <p>Une étude géotechnique sera réalisée avant le chantier afin de confirmer ou non le risque d'inondation qui est variable. Cette étude sera réalisée notamment pour l'éolienne n°1 qui semble située en zone forte de risque d'inondation. Si ce risque est avéré, des mesures devront être mises en œuvre afin de réduire le risque de pollution des eaux et de réduire le risque au niveau des fondations des éoliennes concernées.</p> <p>Les entreprises intervenantes devront respecter les règles de bonne pratique environnementales et devront notamment être équipées de kits anti-pollution afin de limiter l'extension d'une éventuelle pollution.</p> <p>Les plateformes de levage seront ceinturées d'un petit merlon mis en place sur l'horizon minéral afin de temporiser les flux d'eau pendant la phase chantier et la rétention d'une éventuelle pollution.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'étude géotechnique a été réalisée en 2021 et transmise en amont de l'inspection. Elle comprend des sujétions concernant notamment la gestion des eaux (météorites, souterraines, ...). - L'exploitant a décalé la présence de kits antipollution sur chaque engin et sur la base-vie lors de la période d'activité des travaux. - La gestion des flux d'eau lors de la phase de chantier est présentée dans les rapports de suivi de l'écologue.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les caractéristiques des kits antipollutions ainsi que leurs modalités</p>

d'utilisation transmises aux équipes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-4
Thème(s) : Risques chroniques, biodiversité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Habitats naturels et flore – Évolution des engins: Les zones d'évolution des engins seront physiquement matérialisées afin de limiter la dégradation des milieux naturels.</p> <p>Faune:</p> <p>Un plan de circulation devra être mis en place au début de la phase chantier avec participation/consultation d'un écologue.</p> <p>Les travaux de déboisement/élagage, préparation d'emprises, terrassement, retrait/pose de câble, retrait et coulage des nouvelles fondations et décompactage des sols, là où cela est nécessaire, ne seront pas réalisés entre le 1er mars et le 31 juillet afin d'éviter les risques de dérangement et de destruction d'individus et de nichées. Toutefois, une partie de ces travaux pourra être réalisée durant cette période, si le passage de l'écologue prévu et présenté dans le dossier de porter-à-connaissance attestait de l'absence de risque de dérangement d'individus ou de destruction de nichées.</p> <p>Les zones d'évolution des engins et les zones d'entreposage du matériel de construction seront physiquement matérialisées afin de les limiter à la stricte emprise nécessaire aux travaux.</p> <p>La vitesse de progression sera définie afin de laisser le temps aux espèces mobiles d'évacuer la zone.</p> <p>Chiroptères</p> <p>Lors de la création des chemins d'accès, notamment pour les éoliennes E2, E3 et E4 les travaux de terrassement seront réalisés au minimum à 2 mètres des haies et des boisements.</p> <p>Les travaux de défrichement et débroussaillage devront être réalisés entre le 1 août et le 31 octobre.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le planning des travaux confirme le respect des périodes de pause. De plus, l'arrêt des travaux à été constaté lors de l'inspection. - Le marquage des zones à éviter et à préserver (arbre, zones humide, haie, ...) était présent lors de l'inspection. Sur la plateforme de l'éolienne E4 un tas de gravier s'est affaissé à proximité (distance estimée entre 2.5 m et 1.5 m) de la haie au sud de la plateforme. - Le chantier a été suivi par un écologue. L'exploitant a fourni cinq rapports de suivi ainsi qu'un Plan Général de Coordination Environnementale.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant doit veiller à maintenir les stockages de terrassement (granulat) à plus de 2 mètres des haies et des boisements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-4

Thème(s) : Risques chroniques, Zones humides

Prescription contrôlée :

Zones humides :

La phase de chantier sera suivie par un écologue, qui, en plus des missions déjà prévues, procédera, avant le démarrage des travaux, à des relevés pédologiques, notamment à proximité de l'éolienne E2 et au droit des zones d'enfouissement du raccordement électrique (secteurs proches de zones humides), afin de cartographier les zones humides.

Le cas échéant, afin de ne pas impacter les zones humides, il sera nécessaire de proposer soit un tracé alternatif soit une méthode non impactante. Dans le cas d'un tracé alternatif implanté à proximité d'une zone humide, l'exploitant devra s'assurer que le nouveau réseau ne constituera pas des tranchées drainantes pour cette zone. Les conclusions et propositions de tracé seront transmises à l'Inspection, un mois avant le démarrage des travaux.

Les zones humides seront délimitées par un piquetage de la zone et un merlon de protection sera mis en place. Toute intervention et accès seront interdits au-delà de cette zone.

Constats :

- L'écologue a confirmé l'absence de zones humides sur le passage du câblage de l'éolienne E2. L'inspection a constaté que le tracé de passage du câble évite les zones humides cartographiées sur la carte fournie en amont par l'exploitant et produite par l'écologue.
- Le piquetage (robuste) des zones humides était toujours présent lors de l'inspection. De plus, les remarques de l'écologue ont été prises en compte et intégrées de manière planifiée lors des travaux, notamment la mise en place du filtre à paille.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Raccordement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-4

Thème(s) : Risques chroniques, étude d'impact

Prescription contrôlée :

L'étude d'impact :

Depuis l'ordonnance 2016-1058 du 3 août 2016, les incidences sur l'environnement d'un projet dont la réalisation est subordonnée à plusieurs autorisations sont appréciées lors de la délivrance de la première autorisation. Ainsi, avant la réalisation des travaux de raccordement au poste source, l'étude d'impact devra être complétée afin d'inclure ces travaux.

Constats :

L'exploitant a fourni l'étude de tracé de raccordement externe. Elle stipule que :

- Le poste de livraison sera alimenté par le départ HTA LOSCOUET;
- Le poste de livraison sera alimenté par un câble souterrain de 3260 m;
- Le tracé suit la Route Départementale 66;

<ul style="list-style-type: none"> - Le tracé ne traverse aucun zonage environnemental (ZNIEFF, ZPS, ZSC, N2000, etc...); - Le raccordement implique le franchissement de deux cours d'eau dont le ruisseau de la Bourrien. <p>Des exemples de technique d'évitement d'impact à la traversée de cours d'eau sont présentée dans cette étude. Cependant, les travaux de raccordement ne sont pas réalisés. De plus, les travaux de raccordement seront effectués par la société ENEDIS. Néanmoins, l'exploitant doit évaluer l'impact dû au franchissement des cours d'eau, afin de modifier son dossier sur volet IOTA et de vérifier la compatibilité avec le sage le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Information des riverains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-5
Thème(s) : Risques chroniques, acceptation du publique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Information et écoute des riverains: Avant la construction de ce projet éolien et dans l'objectif d'améliorer la communication autour de ce projet, l'exploitant réalisera une instance de concertation avec les collectivités et les riverains des bourgs et des hameaux concernées par le projet (Trémoré, Loscouët-sur-Meu, Illifaut, Gaël).</p> <p>L'exploitant mettra en place un dispositif d'écoute et d'alerte efficace pour agir avec réactivité en cas de gêne (acoustique, lumineuse...) exprimée par les riverains. Dès le commencement des travaux, un interlocuteur de la société sera désigné pour recevoir les requêtes de la population concernant les différentes nuisances potentielles (sonores, mauvaise réception de la télévision...).</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant a déclaré qu'une lettre d'information a été transmise aux habitants. - L'exploitant a présenté lors de l'inspection sa procédure d'information et d'écoute du voisinage lors de la phase du montage et la phase de test des éoliennes. - Le maire de TREMOREL était présent durant les 15 minutes d'échanges concernant ce point sur l'information des riverains. - L'exploitant a déclaré que la mise en place de l'instance de concertation était en phase d'échanges avec les élus locaux.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant doit transmettre à l'Inspection la lettre d'information au riverain ainsi que le formulaire de requêtes à destination des riverains. - l'exploitant doit justifier des démarches de mise en place de l'instance de concertation avec les collectivités et les riverains des bourgs et des hameaux concernés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2020, article II-3
Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Mesures compensatoires liées aux enjeux environnementaux</p> <p>L'exploitant respectera les mesures compensatoires prévues dans son dossier.</p> <p>Plantation de haies: Afin de compenser les 40ml de haies arrachées, ainsi que les 50 ml de haies impactées par un élagage, une haie arborée de 126ml de haie à vocation écologique sera replantée. Cette plantation aura pour principal objectif de créer une haie multistrates en plantant des végétaux buissonnants, arbustifs et arborés. Les essences mises en place devront s'inspirer des essences inventoriées au sein de l'aire d'étude. Les plantations devront être espacées d'un mètre. Il convient de noter que ces mesures ne devront pas recréer de l'enjeu à proximité des éoliennes et devront donc se situer en dehors des zones immédiates des éoliennes.</p> <p>Création de bandes enherbées en bordure de chemins situés en lisière forestière.</p> <p>Restauration du réseau bocager: deux linéaires de haies feront l'objet d'une remise en état comprenant des travaux de débroussaillage, plantation et taille de formation. Ces linéaires représentent une longueur de 305 mètres (programme Breizh Bocage).</p> <p>Un passage à petite faune sera mis en place sous le chemin d'accès menant à E2, dans l'optique de faciliter le franchissement du chemin. Cette mesure favorable aux amphibiens permettra ainsi de restaurer la continuité écologique entre le boisement et la haie bocagère permettant ainsi aux amphibiens de réaliser leurs déplacements entre ces deux milieux et de pouvoir évoluer entre la zone Nord et la Zone Sud du projet.</p> <p>Cet aménagement consistera à mettre en place une buse carré ou rectangulaire sous le chemin d'accès menant à E2. Cette buse béton, de dimension minimum de 70cm X 50cm partira du fossé présent en pied de haie et se prolongera jusqu'au fossé présent en lisière de boisement.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les documents attestant du suivi des mesures spécifiques définies au présent article.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant a indiqué que seulement 18 mètres de haies, contre 40 mètres initialement prévues, ont finalement été arrachées sur E2 ; - L'exploitant est en contact avec LOUDEAC communauté et l'animateur Breiz Bocage pour planifier la compensation de 305 m de linéaire de haies ; - Les bordures enherbées des chemins seront mises en place en fin de chantier ; - le passage à amphibien sur E2 a bien été installé ;
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant doit justifier du maintien des haies en aplomb de l'éolien E2, avec notamment l'absence de risque supplémentaire sur la faune et le maintien d'une distance cime bout de pale en cohérence avec son étude d'impact.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois